



SPCSL

Syndicat des professeurs
du cégep de Saint-Laurent

Rapports annuels

2012-2013

Comité exécutif

par Jo-Anne Fraser

Quelle année ! Quelle rentrée !

Chers(ères) collègues,

Comment vous décrire le travail accompli cette année par votre comité exécutif sans penser aux conséquences de la grève étudiante du printemps 2012 sur nos conditions de travail ? Cette année, où nous avons vécu trois rentrées scolaires, deux calendriers accélérés, dont un de six semaines, laissera des traces chez toutes et tous pour un bon moment. Ce marathon, qui n'est pas encore terminé, restera gravé bien longtemps dans notre mémoire.

Pour les membres du comité exécutif, l'année a commencé sur les chapeaux de roue, dans la première semaine du mois d'août, avec comme préoccupation principale une possible rentrée scolaire sous le coût d'une loi spéciale. Une grande part d'inconnue nous attendait. Y aurait-il une rentrée ? Comment allait-elle se passer ? Les étudiants voteraient-ils un retour en classe ? Serions-nous confrontés à une ligne de piquetage et à la possibilité de défier la loi en déclenchant un arrêt de travail illégal ?

Dès le 7 août, nous étions en instances syndicales avec notre fédération, la FNEEQ, pour aborder de front toutes les questions entourant ce retour en classe, dont la possibilité de déclencher un arrêt de travail si les conditions de travail et les conditions pédagogiques n'étaient pas réunies pour enseigner. C'est dans ce contexte que nous avons adopté un mandat de grève lors de l'assemblée du 15 août. Parallèlement, nos représentants à la FNEEQ, dûment mandatés, étaient en négociation avec le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) sur le prolongement de la session d'hiver 2012 à l'automne 2012. Une entente de principe a finalement été conclue et nous a été présentée le 8 août avec, comme impact principal, un ajout de ressources de 10.3 ETC localement.

Finalement, après deux assemblées générales, les étudiants sont rentrés en classe le 20 août et le grand marathon pédagogique a commencé pour toutes et tous.

Au fil de l'automne...

L'interprétation et l'application de l'entente sur la reprise des cours nous a tenus bien occupés tout l'automne. Plusieurs cas de figure demandaient vraiment qu'on s'y penche et ont engendré beaucoup de discussions avec la partie patronale locale. Et, coup de théâtre, le Parti Québécois annonçait que les collèges ne recevraient que la moitié du financement prévu à l'entente. Nous avons dû nous mobiliser de nouveau pour une autre bataille à l'approche de Noël. Au fil des semaines, d'autres questions sont devenues préoccupantes localement. Nous sentions un climat tendu avec les militants de l'association étudiante. Plusieurs discussions se sont amorcées avec les membres du comité interne. Parallèlement, certains enseignants passaient nous voir régulièrement pour nous faire part de leurs inquiétudes quant à l'état psychologique de leurs étudiants. Et suite à différents événements, dont la perturbation d'une conférence, l'assemblée générale a mandaté le comité exécutif et le comité École et société pour organiser, conjointement avec l'association étudiante, une journée de bilan et de réflexion au sujet de la

grève étudiante du printemps 2012. Finalement, une soirée, sur les thèmes « Passé-Présent-Futur », a été organisée le 3 mai dernier et elle a été appréciée par les enseignants et les étudiants qui y ont participé. Une belle qualité d'écoute et de parole a permis de comprendre que, malgré l'année qui s'était écoulée, les souvenirs étaient encore bien vivs pour toutes et tous. D'ailleurs, nous avons convenu de nous revoir d'ici la fin de l'année pour aborder le thème du « Futur ».

Ce qui nous attendait après Noël...

Après un court congé, nous avons tous repris le travail pour terminer la session d'automne. Du côté de la lettre d'entente, les nouvelles n'étaient pas bonnes. Le gouvernement ne voulait toujours pas respecter sa signature. Un plan d'action, adopté en regroupement le 25 janvier, s'est mis en place avec la possibilité de boycotter le Sommet sur l'enseignement supérieur. Localement, le CA a adopté une résolution à l'unanimité et a demandé au gouvernement de respecter son engagement. Finalement, après plusieurs actions menées par nos représentants à la FNEEQ et par les syndicats locaux, une entente sur « l'entente » a été conclue et les collègues ont reçu enfin le financement prévu pour la reprise des cours et pour l'allègement.

Localement, depuis le début du mois de janvier, un changement important s'est amorcé dans nos relations de travail avec la partie patronale, avec l'arrivée de Mme Stéphanie Poissant, nouvelle directrice des ressources humaines. Plusieurs dossiers en dormance ont pu être réactivés pour en arriver à un règlement rapide, dont l'ouverture de postes en Sciences humaines, en tenant compte des allocations des cours multi, et une entente sur la libération syndicale, pour ne parler que de celles-là. Plusieurs autres changements sont à venir dans l'équipe de direction cette année. Début janvier, nous apprenions que notre directeur général, M. Paul-Émile Bourque, prendrait sa retraite en septembre 2013 et que Mme Claudette Leblanc, directrice des services aux étudiants, ferait de même en août 2013. D'ailleurs, un comité de sélection, issu du CA, a été mis en place et le processus de sélection du futur DG est en route. Le prochain directeur général devrait être nommé lors du CA du 12 juin.

Et les autres dossiers ?

Une de nos priorités de l'année a été le dossier des allocations, dossier piloté avec doigté et rigueur par Guillaume Fournier. Plusieurs formations ont été données au fil de l'année. De plus, avec l'arrivée de M. Marc Deschênes, adjoint à la direction des études, et de Mme Stéphanie Poissant, directrice des ressources humaines, les discussions au Comité des relations de travail (CRT) ont progressé grandement. Nous avons pu avoir accès aux informations demandées depuis longtemps, c'est-à-dire les inscriptions aux cours et le détail des prévisions de financement. De plus, le Collège s'est engagé à produire à compter de novembre 2013 un bilan d'utilisation des ressources et à compter d'avril 2014 un projet de répartition, dans un format très complet, format sur lequel nous nous sommes entendus en CRT, le 25 avril dernier.

Un autre dossier important piloté par Guillaume Fournier concerne les trois griefs liés à la rémunération durant la grève. Les trois griefs devaient être soumis à l'arbitrage le 24 avril dernier. Le Collège semblait ouvert à un règlement avant l'arbitrage, mais aucune entente n'a pu être conclue et nous avons décidé, avec notre conseillère syndicale, de reporter l'audition à l'automne pour mieux nous

préparer à affronter le procureur du collège. Le comité pour l'élaboration sur la politique concernant le harcèlement, dont je fais partie, a repris son travail plus intensivement cette année, et ce, particulièrement depuis le mois de janvier. Nous sommes arrivés à produire un projet de politique qui a été soumis à toutes les instances syndicales du Collège la semaine dernière et nous devrions avoir une politique dès le CA du 12 juin.

Deux nouveaux comités ont été mis en place au syndicat cette année et ont été pilotés par Yannick Delbecque. Tout d'abord, le Comité des enseignants pour les ressources technologiques a travaillé à une collecte d'informations importantes sur les habitudes des enseignants en matière d'utilisation des TIC. Ce sondage met en lumière plusieurs problèmes qui ont été rapportés régulièrement par les coordonnateurs et les enseignants. Ces informations vont nous permettre, dans la prochaine année, d'amorcer des discussions avec le Collège pour une meilleure collaboration entre la DRT et les enseignants. Le comité École et société, mis en place pendant le Printemps érable, a permis à notre syndicat de pousser plus loin les discussions et les réflexions sur le deuxième front. D'ailleurs, deux textes rédigés par des membres de ce comité ont été publiés dans notre journal. Ce comité a en outre travaillé ardemment avec le comité exécutif et l'association étudiante pour la planification et l'organisation de la soirée de réflexion du 3 mai dernier.

Au 1er janvier dernier prenait effet notre nouveau contrat d'assurance avec La Capitale, soit une police d'assurance modulaire, avec la possibilité de choisir un plan d'assurance selon ses besoins. La campagne d'information et d'adhésion s'est faite l'automne dernier, en collaboration avec les ressources humaines.

Cette année, à nouveau, nous avons organisé des rencontres pré-CÉ avec les membres de la commission des études. Ces rencontres ont été organisées et animées par Stéphanie Martin, qui a veillé à suivre de près tous les dossiers vus à la CÉ et à discuter, en amont, les sujets que les professeurs considèrent important d'aborder avec la direction des études.

Pour terminer l'année

Pour nous, membres de l'exécutif, cette année, qui s'ajoute à la précédente, nous amène à porter un regard sur le travail accompli durant ces deux années bien difficiles. Malgré les événements, nous en ressortons avec le sentiment du devoir accompli. Nous commençons déjà à penser à la prochaine année avec un brin de sérénité, avant d'amorcer la prochaine ronde de négociation. Et nous tenons aussi à souligner votre travail exceptionnel depuis deux ans, dans un contexte de travail et d'enseignement bien difficile. Il nous apparaît qu'aux yeux de la société, les enseignants sont un maillon fort dans le développement et le soutien de ces jeunes que nous aimons. De plus, nous tenons à vous remercier de votre implication aux différentes instances syndicales, et ce, malgré la lourdeur de la tâche liée à cette année plus que particulière. Je désire souligner le travail exceptionnel de notre président d'assemblée, Ivan Bendwell, qui a guidé nos échanges avec une main de maître, encore cette année.

L'autre aspect positif fut sans contredit de découvrir de façon plus approfondie mes collègues de l'exécutif, Guillaume, Stéphanie et Yannick, en étant témoin de leurs réactions dans l'adversité. Je tiens ici à les remercier profondément, et du fond de mon cœur, car ils ont su faire preuve d'un grand

professionnalisme et d'une grande humanité dans la tourmente de ces deux dernières années. Je suis comblée d'avoir pu vivre ce moment historique avec eux. Leur rigueur, leur détermination et leur grande générosité sont exemplaires.

C'est aussi la fin de l'équipe actuelle du comité exécutif. Après plus de sept années d'implication syndicale au local, à l'exécutif et à la FNEEQ au comité de négociation, Guillaume retourne à sa passion première, la musique, et reprendra son projet de maîtrise dès l'automne prochain. Son expérience au comité de négociation nous a permis d'aller beaucoup plus loin dans la compréhension de la convention collective, et ce pour le bien de tous nos membres. Je tiens à souligner ici son travail remarquable, toujours accompli avec rigueur, professionnalisme et engagement. Pour moi, c'est la fin d'une longue collaboration syndicale avec un collègue et un ami que j'apprécie beaucoup. Toutefois, pour la prochaine année, il ne sera pas trop loin, puisqu'il s'occupera du comité sur la tâche.

Un autre membre à l'engagement hors du commun reprend le chemin de la recherche et de l'enseignement pour l'année prochaine. Yannick, qui a milité au sein de notre exécutif depuis deux ans, a complètement changé notre façon de voir les réseaux sociaux. Grâce à sa grande connaissance des nouvelles technologies, notre syndicat est maintenant branché sur le monde, et le monde sur nous ! Je tiens à dire que nous recevons régulièrement des félicitations sur notre site WEB et c'est à lui que nous le devons.

Pour terminer, je voudrais ici souligner le travail de ma collègue Stéfanie qui, au fil de ces deux années, a effectué un travail extraordinaire de liaison avec l'association étudiante et la direction du collège. Sa connaissance du milieu et son implication directe auprès des étudiants nous ont permis d'avoir l'heure juste rapidement et de reprendre le dialogue avec les étudiants. Je suis heureuse qu'elle accepte de poursuivre son travail au syndicat, en assumant le difficile poste de la vice-présidence. Pour nous deux, la prochaine année en sera une de « partage de la connaissance » avec de nouveaux collègues qui vont se joindre à nous dès la rentrée et nous sommes très heureuses de les accueillir.

Je tiens ici à remercier personnellement Claude Courchesne, notre secrétaire, toujours fidèle au poste, et ce, malgré les moments de tourmente que nous avons pu vivre.

En terminant, je vous souhaite à tous un été ressourçant afin de vous retrouver avec une énergie renouvelée en août prochain et enfin, avec un calendrier scolaire habituel !

Trésorier

Par Yannick Delbecque

Comme trésorier de notre syndicat, j'ai mis en place en 2011-2012 et repris en 2012-2013 l'idée de balises budgétaires votées en assemblée générale. L'absence de telles balises minait selon moi la participation de tous à l'élaboration de nos priorités budgétaires, et par ricochet, de nos priorités d'action. De plus, cette absence rendait pratiquement inutile le comité de surveillance des finances,

déserté depuis des années. Des comités similaires existent dans d'autres syndicats, à la FNEEQ, et partout à la CSN, et ont pour mandat de vérifier si les dépenses réelles autorisées par le trésorier restent dans les balises adoptées par l'assemblée générale, d'expliquer les écarts et de formuler des recommandations à l'assemblée s'il le juge nécessaire. J'espère qu'à l'avenir ce comité renaîtra car, au-delà de son rôle de gardien des finances syndicales indépendant du comité exécutif, il permet à un plus grand nombre de membres de participer à la vie de notre syndicat.

J'ai aussi proposé en 2011-2012 que le syndicat se dote d'une politique de dons, comme plusieurs autres syndicats en ont. La rentrée mouvementée à l'automne 2012 et le calendrier chargé n'ont malheureusement pas permis de reprendre cette proposition. Bien que les dépenses pour les dons représentent une part modeste du budget du syndicat, les dons faits par les organisations syndicales sont la cible de critiques régulières de la part de ceux qui voudraient voir les syndicats limiter leurs activités à la défense des intérêts immédiats des travailleurs. Pour cette raison, je juge important que le syndicat se dote d'une politique adoptée en assemblée et assurant le plus de transparence possible. Je recommande donc que cette proposition soit soumise à l'assemblée syndicale dès que le temps le permettra. J'ai présenté lors de la dernière assemblée syndicale annuelle la liste des dons qui ont été faits lors de l'année 2012-2013 en prévision des discussions éventuelles qui mèneront à l'adoption d'une politique de dons.

Le placement sur trois ans de notre fonds de grève de 320 000 \$ étant arrivé à échéance cette année, il a été renouvelé pour deux ans, de manière à pouvoir, quand nous le voudrons, être utilisé sans pénalité dès que nous aurons le droit de faire la grève pendant la négociation pour le renouvellement de notre convention collective en 2015.

Résultats 2012-2013

	Alloué (%)	Budget alloué	Dépenses réelles	Réel (%)
Cotisations per capita	74,7	243200	284087	74,2
Secrétariat	8,6	28000	30117	7,9
Frais administratifs	1,2	4000	3511	0,9
Activités sociales	3,1	10000	8979	2,3
Assemblées et comités	2,8	9000	15800	4,1
Frais de délégations	1,5	5000	2075	0,5
Dossiers et information	0,3	1000	190	0,0
Dons de solidarité	1,0	3100	6065	1,6
Fonds de soutien étudiants	2,5	8000	8000	2,1
Non alloué (surplus)	4,3	14120	24115	6,3
Total	100,00	325420	382939	100,0

Les résultats budgétaires détaillés pour l'année 2012-2013 sont en annexe à la fin de ce document. Voici les principaux écarts et leur explication :

- les revenus réels ont été plus élevés que prévu, la session de reprise H2012 à l'automne ayant entraîné l'embauche de professeurs supplémentaires, ce qui augmente les revenus issus des

cotisations syndicales;

- au poste *Dons de solidarité*, l'écart important s'explique par un prêt de solidarité de 3000 \$ commutable en don à une professeure dont une part importante du salaire n'a pas été versé pendant la grève. Ce prêt a été autorisé par l'assemblée syndicale le 15 août 2012;
- au poste *Assemblées et comités*, le dépassement important s'explique par le nombre supplémentaire d'assemblées syndicales rendues nécessaires par la grève étudiante, ainsi qu'au niveau de participation important à ces assemblées. Il faut aussi tenir compte du plus grand nombre de repas fournis lors des travaux de comités et des rencontres préparatoires à la commission des études, ainsi que lors des rencontres informelles;
- les frais de délégation ont été moins élevés que prévu, car le vice-président Guillaume Fournier siégeant au Bureau fédéral de la FNEEQ en 2012-2013, notre fédération payait ses frais de délégation.

Voici la liste des dons accordés pour l'année 2012-2013.

	Montant
Dons récurrents	
Fondations du cégep de Saint-Laurent et du musée	960
Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)	300
Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)	300
Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)	100
Paniers de Noël CSN	150
Échec à la guerre	100
Campagne financement camp Vol d'été Leucan-CSN	100
Mouvement éducation populaire et action communautaire	50
Dons de solidarité pour conflits de travail	
Mapei (x2)	60
Hôtel Maritime	50
Hôtel des Seigneurs de Saint-Hyacinthe	50
Maxi Rouyn-Noranda	50
Provigo Témiscaming-Sud	50
Acier Leroux	50
Dons ponctuels	
Soutien employéEs cafétéria	1800
Prêt de solidarité grief	3000
Vidéo « Faire de l'éducation [...] » FX Gameau	100
Abonnements	
Le Devoir	250
À Bâbord	50

Prévision budgétaires 2013-2014

Les prévisions budgétaires pour 2013-2014 tiennent compte du fait que l'assemblée syndicale a accepté le 10 avril 2013 l'embauche de la secrétaire une journée supplémentaire par semaine, pour passer à 4 jours/semaine; le poste budgétaire *Secrétariat* a donc vu sa part augmenter. Le budget prévu pour les assemblées et rencontres de comités a été majoré pour tenir compte du plus grand nombre de rencontres. Le budget prévu pour les dons a été légèrement augmenté pour qu'il continue à représenter 1 % de nos revenus annuels.

	Alloué (%)	Alloué (\$)
Cotisations per capita	71,2	231296
Secrétariat	10,8	35000
Frais administratifs	1,2	4000
Activités sociales	3,1	10000
Assemblées et comités	3,7	12000
Frais de délégations	1,5	5000
Dossiers et information	0,3	1000
Dons de solidarité	1,0	3400
<i>Non alloué (surplus)</i>	<i>7,2</i>	<i>23274</i>
Total	92,84	324970

Notons enfin que les revenus prévus sont maintenant calculés en se basant sur le nombre d'ETC que le ministère prévoit au financement du Collège pour l'année prochaine (278 ETC) et du salaire moyen normalisé (env. 65000 \$). On ajoute à ce montant un 5 % supplémentaire pour tenir compte des cotisations des chargés de cours. Cette méthode de prévision devrait permettre des prédictions plus précises de nos revenus.

Responsable aux affaires pédagogiques

Par Stéphanie Martin

Compte rendu de la commission des études : les deux dernières années

L'assemblée générale annuelle s'est faite, l'an dernier, dans un climat de précipitation, en raison de la grève étudiante. Il avait alors fallu reporter certains rapports des comités à la rentrée de l'automne 2012. Mais là encore, de nombreux dossiers prioritaires ont repoussé ces rapports, si bien qu'il n'a jamais été possible de faire le point sur les activités de la commission des études de l'année 2011-2012.

Rappelons que des critiques avaient été adressées à la direction des études par certains professeurs, à la fin de l'année scolaire 2010-2011, quant à l'organisation des travaux de la commission des études. Mathieu Cormier, le directeur des études, et son équipe en ont ainsi amélioré certains aspects dès les rencontres de l'automne 2011, proposant entre autres des ordres du jour un peu plus étoffés et les dépôts à l'avance des documents à adopter. Réunis en pré-CÉ, les professeurs membres de la

commission ont pu apprécier ces changements lors des quatre rencontres à l'automne 2011. À l'hiver 2012, sur fond de grève, la commission des études s'est réunie six fois.

Les affaires habituelles ont été traitées lors de ces réunions. La commission des études a donc adopté un certain nombre de modifications à des **grilles de cours**, des nouvelles grilles de programme, des **devis d'évaluation de programme** (en environnement, hygiène et sécurité), des **rapports d'évaluation de programme** (en arts plastiques et en sciences humaines) et, bien sûr, des **calendriers**. Des **modifications à la PIÉA** (Politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages) ont aussi été discutées et approuvées. Les membres de la commission des études ont de plus adopté, après discussions, un **Plan stratégique de recherche** et une **Politique de l'international**. Ils ont enfin donné un **avis favorable au renouvellement du mandat de Mathieu Cormier** à titre de directeur des études.

Les dossiers d'ordre pédagogique ont permis aux membres de la commission de discuter de différents sujets, prévus par le plan de travail de la commission, déposé le 21 septembre 2011.

Il a ainsi été question de la **promotion de la langue française** dans notre institution. Les membres de la commission ont adopté, le 7 décembre 2011, des **balises communes de correction de la langue**, tout en mandatant la direction des études de former un comité dont le travail devrait permettre une meilleure application par les départements de ces balises.

Un sujet depuis lors disparu du radar a été à l'ordre du jour à trois reprises en 2011-2012 : la **capacité d'accueil** de notre cégep. Je vous rappelle qu'il a donc longuement été question, à nos assemblées syndicales aussi, de ces fameuses classes modulaires, dont nous n'avons visiblement plus besoin --- pour l'instant...

La commission des études a été l'occasion d'échanger sur la question des **médias sociaux**. La réflexion s'est donc amorcée le 22 février, sans que soit prévue une éventuelle politique sur la question. C'est bien sûr encore à suivre.

Dans le contexte mouvementé de la grève, l'ordre du jour de la dernière réunion de la commission des études a été consacré aux calendriers (à refaire !) et à l'assouplissement de certaines règles de la PIÉA en vue d'aider certains étudiants à reprendre les cours, le temps venu. Certains points prévus au plan de travail ont été laissés de côté en cours d'année. Au sujet de **l'accueil des étudiants ayant des besoins particuliers**, le directeur des études a signalé aux membres de la commission que le ministère (MELS) travaillait à l'ébauche d'une politique cadre et qu'il valait donc mieux attendre avant de trop avancer vers une politique institutionnelle. Le sujet se trouvait donc mis sur la glace.

En 2012-2013, une fois adopté le calendrier de la reprise lors d'une première réunion le 24 août, les membres se sont réunis six fois en commission des études. Comme toujours, **l'étude de maquettes et grilles de programmes** a été à l'ordre du jour, en raison de modifications mineures ou de révisions plus importantes, tant pour les programmes du régulier que pour ceux de la formation continue. La nouveauté la plus discutée a été sans doute le « **DEC en français et en anglais** », nom officiel du DEC bilingue offert en sciences humaines et en sciences de la nature en partenariat avec le collège Vanier. À cela se sont ajoutés de nombreux échanges sur les **calendriers**, encore bousculés par la grève de 2012, et l'adoption de la **Politique institutionnelle relative à l'utilisation des animaux en recherche et en**

enseignement. Quant à l'adoption du rapport d'évaluation du programme de Technologie de l'architecture, elle a donné lieu à des questions sur la place des disciplines contributives dans les programmes d'étude, questions que la commission devra soulever de nouveau. La réflexion sur la **valorisation de la formation générale et des disciplines contributives** semble nécessaire de l'avis de plusieurs membres.

Au chapitre des discussions sur des dossiers d'ordre pédagogique, les membres de la commission ont aussi eu l'occasion de revenir sur **l'intégration des étudiants ayant des besoins particuliers**, et se sont entendus sur le fait qu'une politique institutionnelle serait souhaitable, alors que les instances concernées au niveau national tardent à proposer une politique cadre. Une plénière sur le **plagiat** a aussi donné lieu à des échanges qui pourraient mener à une modification de la PIÉA. À la réunion de la commission du 15 mai dernier, la direction des études a amorcé la réflexion sur la **reconnaissance des cours de la formation générale pour les étudiants étrangers**, qui soulève plusieurs interrogations. Plusieurs dossiers sont ainsi à suivre. Fait à noter, les étudiants présents à cette réunion ont pris la parole au point « Autres sujets » afin d'annoncer des points qu'ils souhaiteraient voir abordés en commission des études, soit la création d'un cours sur les réalités autochtones et la position locale quant à la révision du programme Arts et lettres, rebaptisé Culture et communication. Nous ne pouvons que nous réjouir de voir ainsi les étudiants participer à la vie de notre collège par de telles initiatives à la commission des études.

Une dernière réunion a eu lieu le 12 juin. Le directeur des études, Mathieu Cormier, a présenté les statistiques d'admission pour l'automne 2013 : le Collège s'attend à accueillir 3350 étudiants, ce qui correspond à notre devis. Même si ce chiffre semble rassurant en regard des inquiétudes vécues suite aux chiffres du premier tour, quelques programmes affichent cependant une baisse marquée. C'est Éric Francoeur qui a ensuite présenté le suivi des travaux du comité sur la valorisation de la langue. Ce sujet devrait revenir au plan de travail l'an prochain. Plusieurs professeurs présents à la discussion qui s'est faite en pré-CÉ ont noté que l'application des balises de correction de la langue soulève de nombreuses questions dans les départements.

Nous tenons à remercier les professeurs membres de la commission de études en 2011-2012 et 2012-2013 qui ont participé activement aux échanges, tant en pré-CÉ que pendant les réunions de la commissions des études. Vos interventions sur tous les sujets abordés témoignent de votre engagement à favoriser la réussite de nos étudiants et c'est un réel plaisir de travailler avec vous !

Responsable à l'information

Par Yannick Delbecque

J'ai débuté mon implication au sein du syndicat par la mise en place d'un site web pour notre syndicat. Ce site sert maintenant à diffuser certaines positions prises en assemblée syndicale ou par d'autres instances auxquelles nous participons, comme source d'information de base concernant la convention et nos assurances et enfin pour publier *l'Enseigne* et les articles écrits par les membres, comme ceux produits par le Comité École et société. Dans l'année 2012-2013, il y a eu plus de 50 billets ou articles

mis en ligne sur notre site. Le site pourrait cependant jouer d'autres rôles utiles à notre syndicat, mais je ne n'ai pas voulu mettre en place des outils supplémentaires trop rapidement afin de renforcer son rôle principal de diffusion de l'information et de ne pas trop bouleverser les pratiques et usages de notre syndicat. Un développement possible serait d'y ajouter des sections où les différents comités syndicaux pourraient y faire connaître occasionnellement leurs travaux et réflexions par des billets.

Pour mieux diffuser l'information et faire connaître notre site, j'ai mis en place des pages pour notre syndicat sur les réseaux sociaux *Facebook*, *Twitter* et *Google+*. Les articles et annonces publiés sur notre site y sont relayés, mais j'y ai aussi publié des articles tirés des quotidiens locaux concernant l'éducation ou le monde syndical, ainsi que des nouvelles, invitations et communiqués en provenance des structures syndicales où nous avons des délégations. Plus de 550 billets ont été publiés cette année sur la page *Facebook* du SPCSL, et tous ont été repris de manière automatique sur notre site afin de permettre à ceux qui ne sont pas présents sur *Facebook* de se tenir au courant.

La nouvelle visibilité en ligne de notre syndicat a joué un rôle important dans le règlement du non-respect de la lettre d'entente pour la reprise des cours à l'automne 2012. En effet, c'est un billet sur notre page *Facebook* qui a interpellé les journalistes au sujet de la remise en cause de la participation de la FNEEQ au Sommet sur l'enseignement supérieur comme moyen de pression. Il s'en est suivi plusieurs articles dans les journaux. Nous avons donné deux entrevues : une pour le journal *Le Soleil* où mes propos ont été repris et une seconde, avec les propos de l'exécutif, pour le journal local *Les Nouvelles Saint-Laurent*.

J'ai aussi été responsable de notre journal syndical *l'Enseigne* pendant l'année 2012-2013. J'en ai modernisé la mise en page et orienté le contenu pour faire plus de place aux textes de réflexion ou d'information concernant certains points de la convention. J'y ai aussi intégré une revue de nouvelles syndicales internationales, en particulier pour mieux informer sur les activités de l'Internationale de l'Éducation, dont la FNEEQ est membre. Bien que j'y aie intégré une partie de l'information sur les activités syndicales de la FNEEQ, la CSN ou de notre syndicat, j'ai privilégié la publication de ces informations sur le site web, qui est plus facile à mettre à jour quand les événements se succèdent rapidement. Je crois que notre publication syndicale bénéficierait beaucoup d'un apport régulier des différents comités syndicaux et de la création d'un comité éditorial élargi.

J'ai tenté d'introduire de manière systématique dans nos assemblées syndicales une pratique inspirée de ce qui se fait dans les instances fédérales et confédérales : la projection des propositions à l'écran afin de faciliter le processus d'amendement.

Je tiens enfin à souligner que j'ai complètement abandonné l'usage de logiciels propriétaires, comme la suite *Office*, *Pagemaker* ou *Photoshop*, pour la production du journal syndical, la création de notre site web et pour la production et la projection de documents lors des assemblées, pour n'utiliser que des alternatives libres de ces logiciels dans mon travail syndical.

Comité de conciliation famille-travail

Par Stéphanie Martin, pour le Comité de conciliation famille-travail

Le 21 mai 2013 s'est tenue la 20^e rencontre de ce comité, formé de Manon Robichaud, des ressources humaines, de Lyne Perrault, de la direction des études, d'Anne-Marie Lebus, représentante des professeurs, et de Stéphanie Martin, représentante de l'exécutif syndical. Mmes Robichaud et Lebus font partie de ce comité depuis sa création en 2005.

Avec les années, certains éléments ont été modifiés. Le formulaire que remplissent les professeurs a été amélioré et le comité a ajusté son travail afin d'être plus efficace. Il se réunit deux fois par année, à la fois pour évaluer les demandes de conciliation et pour vérifier qu'elles ont pu être respectées dans la fabrication des horaires. Lorsque des demandes sont refusées ou partiellement acceptées, les professeurs sont joints par téléphone ou par courriel afin d'expliquer les raisons de la décision du comité.

Le comité ne s'est pas réuni depuis l'automne 2011, en raison des chambardements occasionnés par la grève et par le départ de Diane Nantel. Mais les principes à partir desquels le comité reçoit les demandes ont été respectés dans la dernière année.

À titre d'exemple, le comité a reçu, en prévision de la session d'automne 2013, 66 demandes de conciliation famille-travail. Trois d'entre elles concernent des proches parents et non des enfants. La très grande majorité des demandes ont été entièrement acceptées, puisqu'elles visent à obtenir un horaire matinal (période de cours entre 8 h et 16 h) ou un horaire tardif (période de cours entre 10 h et 18 h).

À la lumière de quelques-unes des demandes qui ont dû être refusées ou partiellement acceptées, les membres du comité croient qu'il serait bon de faire le point sur la question de la fabrication des horaires en regard de la conciliation famille-travail. Il va sans dire que s'ajoutent aux demandes particulières celles qui concernent le perfectionnement, et que dans son souhait d'être accommodant, le Collège a même cette année demandé aux RCD d'établir une liste des « priorités » en fonction des demandes en tous genres des professeurs. Cela peut soulever certaines questions : ces demandes particulières ne créent-elles pas des pressions sur les horaires, qui ont des répercussions sur ceux qui ne font aucune demande particulière ? devrait-on accommoder tous les types de demandes « dans la mesure du possible », même si alors on crée des attentes d'une session à l'autre ? Cela, bien sûr, sort du cadre de la conciliation famille-travail, qui fait tout de même partie de la réflexion d'ensemble sur le sujet.

Nous proposerons donc la tenue, à l'automne, d'un conseil syndical sur cette question, en y incluant une vision plus large des demandes particulières de tous ordres quant à la fabrication des horaires.

Comité de perfectionnement

Par Yannick Delbecque, pour le Comité de perfectionnement

Le comité de perfectionnement a débuté l'année 2012-2013 avec un budget de 95905 \$. Le comité a reçu un financement de 56754 \$, soit 195 \$ x 291 ETC, tel que prévu à la clause 7-1.01 de notre convention collective.

Financement du ministère	56754 \$
Surplus 2011-2012	38160 \$
<hr/>	
Total	95905 \$

Le comité a approuvé 80 demandes de perfectionnement individuel et 14 demandes de perfectionnement collectif.

80 perf. individuel	52511 \$
14 perf. collectif	10075 \$
<hr/>	
Total	62586 \$

Il y aura donc un surplus de 32319 \$ pour l'année 2012-2013, qui sera reporté au budget du comité de perfectionnement pour 2013-2014.

Révision de la politique de perfectionnement

Le comité terminera ses activités de l'année 2012-2013 par une rencontre visant à faire des révisions mineures à la politique de perfectionnement. Faute de temps lors de la dernière assemblée générale, les délégués du syndicat au comité ont décidé de faire une consultation par courriel pour avoir l'avis des professeures et professeurs en vue de la révision. Les commentaires reçus seront pris en compte dans la révision de la politique. La nouvelle version de la politique devrait être approuvée à l'automne 2013.

Comité enseignant pour les ressources technologiques

Par Yannick Delbecque, pour le Comité enseignant pour les ressources technologiques

Consultation

Le CERT a préparé une consultation avant la grève étudiante du printemps 2012. Nous avons eu à retarder le moment où nous avons effectué cette consultation à cause de la grève et de la session de reprise H2012. La consultation s'est déroulée à la session A2012 et les résultats ont ensuite été analysés par le comité afin d'en tirer des positions et des recommandations au sujet des différents impacts de

l'utilisation des ressources technologiques dans notre travail. Faute de temps lors des dernières assemblées générales, nous n'avons pu présenter les résultats et nos recommandations, mais nous devrions pouvoir le faire lors d'une assemblée générale à la session A2013.

Faits saillants de la consultation du CERT

La consultation effectuée par le CERT a mis en évidence l'expérience variée et les compétences élevées des professeurs, dont une part importante ont déjà eu des cours de programmation et ont déjà effectué des opérations informatiques techniquement avancées. Les professeurs utilisent plus de 50 logiciels spécialisés dans leur travail, ce qui montre bien la diversité des besoins. Nous avons noté que la multiplication des plateformes pédagogiques et des moyens de communication semble avoir un impact sur la tâche qui mériterait d'être mieux compris et pris en compte.

Concernant la DRT, il semble qu'il y ait des lacunes importantes dans la communication avec les professeurs et des problèmes importants dans les interventions pour régler des problèmes techniques qui entraînent la répétition de situations où des interventions multiples sont nécessaires pour régler un même problème. Nous avons constaté que les projets pédagogiques départementaux sont souvent retardés par de longs délais d'installation et le manque de suivi adéquat de la DRT.

Un fait notable est qu'un tiers des professeurs ayant répondu à notre questionnaire disent utiliser leur propre ordinateur pour travailler. Cela est dû en partie aux problèmes énoncés plus haut, mais aussi à un grand besoin d'autonomie informatique dans le cadre de notre travail. En effet, environ 2/5 des professeurs ayant participé à la consultation disent que l'impossibilité d'installer par eux-mêmes leurs logiciels sur leurs postes de travail les empêche de rester à jour concernant les logiciels spécialisés de leur discipline ou d'explorer de nouveaux logiciels pouvant être utiles à leur travail pédagogique.

Il est donc apparu important aux membres du comité que le SPCSL prenne certaines positions communes concernant les ressources technologiques : elles font partie intégrante de plusieurs aspects de notre travail et nous devons donc être mieux consultés pour que l'avis des professeurs et professeurs soit mieux pris en compte quand des orientations de développement sont choisies et des changements importants sont à faire.

Suivi comité TIC

Le comité a effectué un suivi des activités du comité TIC, qui relève de la direction des études. Nous avons présenté au comité TIC les résultats de notre consultation qui sont en lien avec la pédagogie. À la suite d'une de ces rencontres et en accord avec nos observations, nous avons recommandé que la conseillère TIC soit systématiquement tenue au courant des projets et demandes départementales en lien avec la pédagogie, afin d'en assurer un meilleur suivi.

Interventions auprès de la DRT

Le CERT a participé à quelques rencontres avec la DRT. Une première rencontre importante a eu lieu concernant le problème de fuite de documents soumis à la reprographie. Notre intervention a permis de

poser plusieurs questions pour mieux comprendre la nature de la faille de sécurité et de suggérer des pistes pour mieux en mesurer l'impact. Une seconde rencontre a eu lieu pour nous présenter le projet de personnalisation initié par la DRT. Ce projet pourrait répondre à une partie des besoins exprimés par les professeurs dans la consultation que nous avons effectuée, mais nous avons avisé la DRT que le moment pour sa mise en place était très mal choisi, étant donné l'absence de temps pour s'assurer que tout sera en place à la rentrée. Nous avons aussi insisté pour que le volet départemental, qui comporte une liste de logiciels devant être systématiquement sur le poste de travail d'un professeur dans un département donné, soit déterminé en consultant les départements.

La reconnaissance du comité par la DRT n'était pas acquise lors des premières rencontres, la DRT s'estimant hors de la portée syndicale, mais nous notons une évolution positive de l'attitude de la DRT envers le comité. Notre convention collective prévoit que le syndicat doit être tenu informé de toute consultation des professeurs et professeuses effectuée par le Collège, mais il semble que la DRT ne respecte toujours pas cette clause.

Comité École et société

Par Yannick Delbecque, pour le comité École et société

Articles

Le comité École et société a produit trois articles sur les quatre prévus à son mandat, mais un quatrième devrait être publié à la rentrée. Les articles publiés sont les suivants : « La Modernité et la crise actuelle de l'éducation : entre l'aspiration à l'autonomie intellectuelle et l'adaptation naturaliste » par Marcelline Morais, « Le deuxième front a-t-il toujours du front ? » par Frédérique Bernier, et « Colloque de l'Association des juristes progressistes » par Yannick Delbecque, un compte rendu du colloque de l'AJP. Un dernier texte par Anne-Marie Voisard est en préparation et devrait être publié à la rentrée.

La diffusion des articles en ligne a été bonne. L'article de Frédérique Bernier a notamment suscité plusieurs commentaires intéressants sur les réseaux sociaux et capté l'attention de plusieurs membres d'exécutifs d'instances et de syndicats de la CSN.

Rencontres de discussion

Le Comité École et société a organisé trois rencontres de discussion pendant la session. Une première rencontre portait sur les thèmes abordés lors des rencontres préparatoires au Sommet sur l'éducation supérieure. Les discussions lors de cette rencontre ont principalement porté sur l'assurance-qualité et son incarnation dans le milieu collégial. Les idées soulevées lors de cette discussion ont été rapportées dans les ateliers du conseil fédéral de la FNEEQ des 5, 6 et 7 décembre 2012.

Le comité a participé à l'organisation de la rencontre « Bilan et perspectives des luttes étudiantes et intersyndicales au Cégep de Saint-Laurent ». Cette soirée de réflexion a été organisée conjointement avec l'association étudiante pour faire suite au mandat que l'assemblée syndicale a donné conjointement au Comité exécutif et au comité École et société d'organiser une journée de réflexion intersyndicale.

Enfin, le comité a organisé une rencontre sur le thème « Vers un nouveau rapport de force » afin de participer à la consultation lancée au conseil fédéral de la FNEEQ de décembre dernier en lien avec la grève sociale. La discussion a principalement porté sur la nécessité de faire de l'éducation économique afin de défaire l'impression qu'aucune alternative économique au néolibéralisme n'est possible. Un résumé de cette discussion a été présenté lors du dernier conseil fédéral de la FNEEQ, qui avait lieu les 29, 30 et 31 mai derniers.

Délégations

Deux membres du comité ont participé au deuxième colloque annuel de l'Association des juristes progressistes et Yannick Delbecque a produit un compte rendu du colloque qui a été publié dans *l'Enseigne* du mois de mai 2013 et diffusé plus tard sur la page *Facebook* de l'AJP. Des membres du comité ont participé au conseil fédéral de la FNEEQ à titre de délégués fraternels.

Comité Vert

Par Stéfanie Martin, pour le Comité vert

Depuis l'automne 2012, le CACE (Comité d'action et de concertation en environnement) poursuit ses activités sans la coordination d'un ou d'une technicienne en environnement. Les circonstances ayant mené au non-renouvellement du contrat de la dernière technicienne qui fut à l'embauche du Collège sont regrettables et nous espérons que de meilleures conditions financières, syndicales et légales (en raison de la Loi 100) seront réunies dans un avenir proche pour que nous puissions de nouveau compter sur un ou une technicien(ne).

C'est donc Michel Rondeau qui a pris la relève pour coordonner les travaux du CACE, appuyé par les membres venant de tous les secteurs d'activités au collège. Quatre professeurs avaient été nommés l'an dernier pour nous représenter au CACE, soit Stéfanie Martin, Nicolas Talbot, Patrick Lesourd et Naïla Sinave, qui n'ont pas toujours pu être tous présents aux réunions. Lors de ces rencontres, nous avons établi un plan d'action pour l'année et discuté d'un certain nombre de dossiers prioritaires et de projets.

Recyclage Récupération Réutilisation

Parmi les sujets qui reviennent chaque année, le **recyclage** est un incontournable. Rappelons que le Collège confie au CROM (Centre de réadaptation de l'Ouest de Montréal) certaines des tâches liées au recyclage. Des étudiants employés sont aussi engagés pour compléter les collectes. À grande échelle, le

recyclage n'est pas chose simple. Il est clair que la **sensibilisation** est toujours à faire, même si les infrastructures sont améliorées d'année en année. Les membres du CACE tentent toujours d'aborder cette question en cherchant des solutions créatives. Les étudiants sont aussi mis à contribution grâce à des activités organisées par Michel Rondeau au service d'animation.

Quant à la **réutilisation** et la **récupération**, le CACE souhaite aussi sensibiliser davantage en ce qui a trait au **papier** (nous en reparlerons), entre autres en installant un bac dans le local des photocopieurs (le A154) afin qu'y soient déposées les feuilles imprimées d'un seul côté. Les autres seront recyclées. Les **appareils électroniques** pourront aussi être récupérés à compter de l'automne. Des tubes spéciaux permettront à tous de déposer cellulaires, calculatrices, *ipod*, etc. dans les pavillons A, C et E, en vue d'une récupération des pièces par une compagnie spécialisée qui en fera la collecte. À noter : vous pouvez apporter vos piles, cartouches d'encre et pots de peinture à la réception des marchandises.

Transport écolo

Dans les trois dernières années, le CACE s'est penché sur le dossier du **transport durable**. Plusieurs mesures incitatives ont été mises en place, tant au plan du **transport collectif** que du **transport actif**. Le cégep a désormais des supports à vélo dignes de ce nom et poursuit ses pressions auprès de l'arrondissement pour que soient aménagées des voies cyclables sécuritaires.

Encore du papier

Le CACE a amorcé cette année la réflexion sur la **réduction de l'utilisation du papier**. Après analyse, les membres du CACE ont constaté que ce sont les **notes de cours** qui offrent le plus grand potentiel de réduction : chaque année, des milliers de feuilles de recueils de notes de cours non-utilisés sont mises dans les bacs de recyclage. Il y aurait sûrement des possibilités d'améliorer cela. La DRT, qui gère le service de reprographie, va expérimenter un nouveau fonctionnement à la rentrée de l'automne 2013, rendant possible l'impression à la demande de recueils de notes de cours. C'est bien sûr à suivre. C'est aussi dans la présentation même des notes de cours qu'il y aurait lieu de sensibiliser les professeurs qui les fabriquent. Le CACE prévoit d'ailleurs rendre disponible un « **guide des bonnes pratiques** » en matière de présentation matérielle dans le courant de l'année prochaine. Ici encore, comme dans tous les cas où on cherche à améliorer les pratiques et les comportements en matière d'environnement, la sensibilisation est nécessaire.

Comité horticole : potager et abeilles

Un nouveau comité étudiant s'est formé l'automne dernier : le comité horticole. Une de ses membres, Marie-Anne Viau, est également membre du CACE et c'est elle qui nous a présenté les projets de ce comité. Un **jardin potager** a été aménagé derrière le pavillon E. On y récoltera, le temps venu, des fines herbes et des tomates. Des étudiants volontaires, engagés dans ce projet d'agriculture urbaine, se sont déjà inscrits pour prendre soin des plantations durant l'été. De même, une première **ruche** est installée sur le terrain du cégep (aussi derrière le pavillon E), qui emboîte ainsi le pas à d'autres institutions accueillant des ruches urbaines. Il paraît que le vaste terrain du cégep et les terrains

avoisinants sont une terre d'élection pour les abeilles à miel ! Une trentaine de pots devraient être produits annuellement. Le comité horticole poursuivra en outre la production de **compost**, dont la plus grande partie est utilisée sur nos terrains.

L'eau vive, vive l'eau

Dernier dossier, et non le moindre : l'eau. Depuis plusieurs années, le CACE a mis en place un **programme d'économie d'eau potable** en collaboration avec le département d'assainissement de l'eau. C'est ainsi que les collectes et observations menées par les étudiants ont permis au cégep de faire des économies substantielles, grâce au repérage des fuites et autres sources de gaspillage, et grâce à l'installation de meilleurs équipements. Le programme se poursuit encore cette année. L'expertise de nos collègues professeurs de ce département est bien sûr un atout inestimable dans ce projet.

Lorsqu'on parle d'eau potable, il va sans dire que la question de **l'eau embouteillée** surgit immédiatement. Les membres du CACE s'impatientent d'ailleurs : voilà plusieurs années que professeurs, étudiants et membres du CACE font des pressions pour que notre cégep élimine la vente d'eau embouteillée. De nombreux progrès ont bien sûr été faits, depuis que les verres et pichets ont remplacé les bouteilles de plastique dans les réunions et instances diverses et que le café étudiant a cessé de vendre de l'eau en bouteille depuis plus d'un an. Mais on peut encore acheter de l'eau embouteillée dans notre cafétéria. Avec l'aval du directeur général, le CACE compte travailler l'automne prochain avec l'équipe de la cafétéria pour que le cégep de Saint-Laurent, comme plusieurs institutions, deviennent un cégep sans eau embouteillée. Des **gourdes** seront offertes et les buvettes seront améliorées. Vous avez peut-être d'ailleurs remarqué que certaines vieilles **buvettes** ont été remplacées par des Cadillac ! On peut y remplir une gourde en pesant sur un bouton. Quatre ou cinq autres de ces buvettes seront installées dans des endroits stratégiques au cours de l'année, ce qui est rendu possible grâce à un investissement de 10 000 \$.

En plus des échanges sur tous les sujets précédents, les membres du CACE sont aussi appelés à participer aux diverses activités à caractère environnemental, Semaine de l'environnement, InterCACES, Semaine de réduction des déchets, Journée sans voiture, etc.

Conclusion

L'année qui s'en vient sera moins bousculée par des calendriers compressés et le CACE tentera d'être plus présent dans la communauté du cégep. Toutes les suggestions et commentaires sont bienvenus, n'hésitez donc pas à nous contacter !

Bilan au 2013-04-30

ACTIF

Caisse populaire CSN

Compte courant 560776	2,180.85
Épargne stable 560776-1	0.00
Capital social 560776	5.00

Total caisse populaire CSN 2,185.85

Caisse populaire Saint-Laurent

Compte courant 18136	66,013.29
Capital social compte 18136	15.00

Total Caisse pop St-Laurent 66,028.29

Actifs divers

Avance à recevoir	0.00
-------------------	------

Total des actifs divers 0.00

Placements

Placements Caisse pop. St-Laur...	320,000.00
Placements Caisse des travailleurs	0.00
Placements Caisse des travailleu...	15,000.00
Placements Caisse des travailleu...	6,115.75

Total des placements 341,115.75

TOTAL ACTIF 409,329.89

PASSIF

Passif à court terme

Comptes à payer	0.00
Impôt fédéral à payer	555.77
Assurance Emploi à payer	134.14
RPC à payer	0.00

Total fédéral à payer 689.91

Impôt provincial à payer 744.48

RRQ à payer 333.84

FSS à payer 99.27

RQAP à payer 49.30

Total Revenu Québec à payer 1,226.89

Vacances à payer 0.00

Total passif court terme 1,916.80

TOTAL PASSIF 1,916.80

AVOIR DES PROPRIÉTAIRES

Avoir des membres

Avoir accumulé 383,297.63

Bénéfice net 24,115.46

Total avoir des membres 407,413.09

TOTAL AVOIR DES PROPRIÉTAIRES 407,413.09

PASSIF ET AVOIR 409,329.89

État des résultats comparatif

	Réel 2011-05-01 au 2012-04-30	Réel 2012-05-01 au 2013-04-30	Pourcent...
PRODUIT			
Revenus			
Cotisations des membres	369,890.38	377,295.24	-1.96
Revenus d'intérêts 560776	0.00	0.00	0.00
Revenus d'intérêts 18136	1,998.56	5,297.83	-62.28
Total revenus d'intérêts	1,998.56	5,297.83	-62.28
Revenus divers (nouv. membres)	125.00	105.00	19.05
Revenus divers (autres)	334.15	240.98	38.66
Total des revenus	372,348.09	382,939.05	-2.77
TOTAL PRODUIT	372,348.09	382,939.05	-2.77
CHARGE			
Cotisations versées			
Cotisations à la CSN	159,678.76	159,798.78	-0.08
Cotisations FNEEQ	110,972.02	110,971.37	0.00
Cotisations CCM	13,306.55	13,316.57	-0.08
Total des cotisations	283,957.33	284,086.72	-0.05
Soutiens			
Soutiens aux syndicats	350.00	136.60	156.22
Soutien aux organismes	2,305.00	2,535.00	-9.07
Soutien (autres)	1,107.66	11,393.40	-90.28
Total des soutiens	3,762.66	14,065.00	-73.25
Frais d'administration			
Fournitures/équipements	1,513.22	1,126.39	34.34
Téléphones	1,309.49	1,912.84	-31.54
Poste Canada	0.00	25.94	-100.00
Honoraires professionnels	150.00	100.00	50.00
Logiciel	128.59	114.98	11.84
Assurances	0.00	0.00	0.00
Frais divers	142.97	230.67	-38.02
Total frais d'administration	3,244.27	3,510.82	-7.59
Délégations			
Délégations FNEEQ	2,447.71	1,887.40	29.69
Délégations CCM	150.00	0.00	0.00
Délégations CSN	251.00	0.00	0.00
Autres délégations	77.57	187.69	-58.67
Total délégations	2,926.28	2,075.09	41.02
Activités sociales			
Partie homard	3,527.81	3,135.55	12.51
partie noel	3,062.00	3,391.31	-9.71
Souhaits/sympathie/autres	1,195.87	561.09	113.13
retraite	1,578.32	764.25	106.52
5 à 7	842.65	974.97	-13.57
Activités sociales	0.00	152.17	-100.00
Total activités sociales	10,206.65	8,979.34	13.67
Dossiers permanents			
Relations de travail	44.94	0.00	0.00
Harcèlement	0.00	0.00	0.00
Autres dossiers	62.29	140.00	-55.51
Total des dossiers permanents	107.23	140.00	-23.41
Information			

État des résultats comparatif

	Réel 2011-05-01 au 2012-04-30	Réel 2012-05-01 au 2013-04-30	Pourcent...
Diffusion de l'information documentation	455.70 50.00	0.00 50.00	0.00 0.00
Total de l'information	<u>505.70</u>	<u>50.00</u>	911.40
Secrétariat			
Salaire	25,459.49	27,392.33	-7.06
RRQ (charge)	1,092.11	1,200.01	-8.99
FSS (charge)	687.31	739.68	-7.08
RQAP (charge)	193.84	214.28	-9.54
Assurance-Emploi (charge)	509.16	570.75	-10.79
RPC charge	0.00	0.00	0.00
Total secrétariat	<u>27,941.91</u>	<u>30,117.05</u>	-7.22
Organisations et Assemblées			
Exécutif (accueil des membres)	723.69	1,336.10	-45.84
Conseil syndical	718.18	1,225.29	-41.39
Assemblée syndicale	7,328.88	12,206.15	-39.96
Négociations	0.00	0.00	0.00
Comité liaison mouvement étudi...	72.43	289.82	-75.01
Rencontre Pré-CÉ	849.55	417.05	103.70
Formation locale	558.28	325.16	71.69
Autres rencontres	0.00	0.00	0.00
Total organisation	<u>10,251.01</u>	<u>15,799.57</u>	-35.12
TOTAL CHARGE	<u>342,903.04</u>	<u>358,823.59</u>	-4.44
BÉNÉFICE NET	<u>29,445.05</u>	<u>24,115.46</u>	22.10